

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 Savigny-le-Temple

Savigny-le-Temple, le 21/11/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/10/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

VALFRANCE (Esbly)

126, avenue du Poteau
BP 50021
60300 Senlis

Références : E/25- 2731
Code AIOT : 0006500982

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/10/2025 dans l'établissement VALFRANCE (Esbly) implanté Chemin des Aulnoys 77450 Esbly. L'inspection a été annoncée le 17/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection des installations classées a été destinataire le 22 septembre 2025 d'un signalement concernant des envols de poussières se déposant aux alentours du site de la société VALFRANCE à Esbly. Une inspection réactive a été effectuée le 26 septembre 2025 sur le site VALFRANCE d'Esbly, lors de laquelle l'inspection des installations classées a constaté que le site était propre et dépourvu de stockage temporaire en extérieur.

Début octobre, l'unité départementale de Seine-et-Marne de la DRIEAT a reçu à nouveau plusieurs signalements relatant les mêmes nuisances. Suite à ces nouveaux éléments et la persistance des nuisances, l'inspection des installations classées a effectué une nouvelle inspection sur le site concerné en date du 03 octobre 2025. Suite à cette inspection, la société VALFRANCE a été mise en

demeure par arrêté préfectoral n° 2025/DRIEAT/UD77/159 du 13 octobre 2025 de réaliser le nettoyage de l'ensemble des séchoirs et de maintenir propre et entretenu l'ensemble des installations. Un délai de 7 jours lui a été accordé.

L'objectif de la visite d'inspection du 24 octobre 2025 était de vérifier le respect par la société VALFRANCE des dispositions de l'arrêté de mise en demeure précité.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VALFRANCE (Esbly)
- Chemin des Aulnoys 77450 Esbly
- Code AIOT : 0006500982
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site VALFRANCE de ESBLY est un centre de collecte, de stockage et de séchage de grains et de céréales. Le site est constitué de :

- 2 silos horizontaux de céréales (C1 et C2) ;
- 4 boisseaux carrés fermés (B1, B2, B7 et B8) ;
- d'un stockage de produits phytosanitaires ;
- d'un stockage d'engrais solide et d'un stockage d'engrais liquide ;
- et de séchoirs au gaz naturel.

Il est autorisé à stocker jusqu'à 16 962m3 de grains/céréales.

Anciennement soumis à autorisation au titre de la rubrique 2160, l'établissement relève désormais du régime de l'enregistrement suite à la modification de la rubrique 2160 par le décret n°2012-1304 du 26 novembre 2012.

L'activité de l'établissement est encadrée par les dispositions des arrêtés suivants :

- Arrêté préfectoral n°86 DAGR 2 IC 101 du 08 septembre 1986
- Arrêté préfectoral n°08 DAIDD IC 065 du 20 février 2008
- Arrêté préfectoral n°10 DAIDD IC 001 du 06 janvier 2010
- Arrêté ministériel du 26/11/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2160 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (uniquement les dispositions applicables aux établissements existants).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Dispositions techniques applicables aux silos de céréales	Arrêté Préfectoral du 06/01/2010, article 10.2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
6	Gestion de la prévention des risques	Arrêté Préfectoral du 06/01/2010, article 4.1	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Nettoyage des installations	AP de Mise en Demeure du 13/10/2025, article 1	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
2	Déchets (1)	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 50.II	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
3	Émissions dans l'air	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 39	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
5	Déchets (2)	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 50.II	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées a constaté que la société VALFRANCE respectait l'ensemble des dispositions de l'arrêté de mise en demeure n° 2025/DRIEAT/UD77/159 du 13 octobre 2025. Le séchoir ainsi que le site et ses abords ont été nettoyés.

L'inspection a également réalisé un passage au parking du Carrefour Market de la commune d'Esblly ainsi que de la rue Simone de Beauvoir de la commune de Coupvray. L'absence de follicules de maïs a été relevée.

Par ailleurs, suite aux nuisances lors de la campagne de séchage les mois de septembre et octobre 2025, l'exploitant s'est engagé à mettre en place un plan d'actions afin de prévenir toute nouvelle nuisance lors des prochaines campagnes.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Nettoyage des installations

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 13/10/2025, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, réalisation du nettoyage
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 03/10/2025 type de suites qui avaient été actées : Avec suites suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription date d'échéance qui a été retenue : 21/10/2025

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société VALFRANCE est mise en demeure pour son établissement d'Esbly, situé chemin des Aulnoyes sur le territoire des communes d'Esbly (77 450), de respecter dans <u>un délai de 7 jours à compter de la date de notification du présent arrêté</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'article 18 de l'arrêté préfectoral du 06 janvier 2010 en réalisant un nettoyage soigné de la colonne sécheuse et de ses accessoires des deux séchoirs. Ces opérations sont effectuées chaque fois que cela est nécessaire pendant la campagne de séchage ; • l'article 7 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 en maintenant propre l'ensemble des installations. Les abords des installations placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté.
<p>Constats :</p> <p>L'inspection des installations classées a constaté que le site et ses abords étaient propres.</p> <p>Le couloir, les caissons de récupération de poussières ainsi que la colonne sécheuse des deux séchoirs étaient propres. La toiture et la façade du séchoir étaient également nettoyés. L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées le justificatif du nettoyage du séchoir du 23 octobre 2025 indiquant le détail des équipements et zones nettoyés.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Levée de mise en demeure</p>

N° 2 : Déchets

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 50.II</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Stockage des poussières</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 03/10/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 17/10/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les poussières ainsi que les produits résultant du traitement de ces dernières sont stockés en attente d'élimination ou d'utilisation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - soit dans des capacités de stockage spécifiques ; - soit conditionnés en sacs fermés, stockés en masse à l'extérieur des installations ; - soit dans des bennes convenablement bâchées ou capotées de façon à éviter la formation d'un nuage de poussières. <p>Les stockages de poussières sont réalisés à l'extérieur du silo.</p>

<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite du 3 octobre 2025, il a été demandé à l'exploitant de procéder au bâchage de la benne dédiée à la collecte des déchets résultant du tri mécanique réalisé sur les livraisons (suite n°03102025-5).</p> <p>Par courrier du 17 octobre 2025 l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées le justificatif de la mise en place d'une bâche sur ladite benne. Ceci a été confirmé lors de la visite du 24 octobre 2025.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Emissions dans l'air

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 39</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Généralités</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 03/10/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 17/10/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Le stockage à l'air libre des produits en vrac est interdit hormis les stockages temporaires des produits en attente de traitement avant ensilage. Ces stockages temporaires sont limités au strict nécessaire, tant en durée qu'en capacité. L'exploitant prend toutes les dispositions pour limiter les envols de poussière issues de ces stockages temporaires.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 3 octobre 2025, l'Inspection a constaté la présence d'un volume important de grains de maïs sur l'aire extérieure du site dédiée au stockage de céréales avant ensilage. Aussi, il a été demandé à l'exploitant de justifier techniquement que le stockage temporaire n'est pas susceptible d'engendrer des envols de poussière et prendra, le cas échéant, des dispositions adéquates pour limiter ces envols (Suite n°03102025-6).</p> <p>Par courrier du 17 octobre 2025, l'exploitant a expliqué que le maïs moissonné, toujours en automne à la différence des autres céréales, possède une humidité intrinsèque très élevée. C'est pour cette raison et afin de ramener le grain à une humidité compatible avec les conditions de conservation et les normes de commercialisation, que le grain subit une campagne de séchage avant conservation.</p> <p>Il indique également par le même courrier que le nettoyage régulier des abords des tas permet de limiter l'accumulation des sons de maïs et les risques d'envol de ces derniers.</p> <p>Lors de la visite du 24 octobre 2025, l'aire externe du silo était vide et propre. La campagne de séchage étant à l'arrêt, l'exploitant a indiqué qu'aucun stockage de maïs n'est prévu sur le site sur cette zone.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Dispositions techniques applicables aux silos de céréales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/01/2010, article 10.2
Thème(s) : Risques chroniques, maintenance du système de dépoussiérage
Prescription contrôlée : [...] Les installations de dépoussiérage sont constituées de trois filtres à décolmatage, situés à l'extérieur des volumes de stockage. Chaque filtre dispose d'un évent d'une surface minimale de 1 m ² . La poussière est récupérée dans des caissons ouverts situés à l'extérieur des silos.
Constats : Lors de la visite du 3 octobre 2025, l'inspection a constaté que l'unité de dépoussiérage était en réparation. Il a été demandé à l'exploitant de transmettre le rapport de maintenance du filtre à manche (FAM), ainsi que l'échéancier des travaux le cas échéant. Il lui a été demandé également d'indiquer les conséquences éventuelles sur l'état d'empoussièrement des silos (suite n°03102025-7). Par courrier du 17 octobre 2025, l'exploitant a transmis le détail des opérations de réparation et maintenance réalisées sur le filtre à manche. Il a indiqué que cet incident n'avait aucune conséquence sur l'état d'empoussièrement du silo du fait de l'arrêt des installations. Lors de la visite d'inspection du 24 octobre 2025, l'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées que le filtre à manche fait l'objet d'une maintenance régulière en interne ainsi que des interventions par un prestataire externe si besoin. N'étant pas disponibles sur site, l'Inspection a demandé à l'exploitant de transmettre les justificatifs de la réalisation de la maintenance du FAM.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Suite n°24102025-1 : L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées les justificatifs relatifs à la maintenance régulière du filtre à manche.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Déchets (2)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 50.II
Thème(s) : Risques chroniques, Stockage des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 26/09/2025• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
Prescription contrôlée : Les poussières ainsi que les produits résultant du traitement de ces dernières sont stockés en

<p>attente d'élimination ou d'utilisation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - soit dans des capacités de stockage spécifiques ; - soit conditionnés en sacs fermés, stockés en masse à l'extérieur des installations ; - soit dans des bennes convenablement bâchées ou capotées de façon à éviter la formation d'un nuage de poussières. <p>Les stockages de poussières sont réalisés à l'extérieur du silo.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite du 26 septembre 2025, au niveau du rez-de-chaussée, l'inspection a constaté un stockage à même le sol de plusieurs sacs remplis d'un mélange de poussières et substances végétales résultant du tri mécanique réalisée sur les livraisons. Elle a alors demandé à l'exploitant de procéder à l'évacuation des sacs remplis d'un mélange de poussières et substances végétales résultant du tri mécanique, présents au rez-de-chaussée du bâtiment des séchoirs, vers la benne adéquate située en extérieur (suite n°26092025-6).</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 24 octobre 2025, l'inspection des installations classées a constaté que le rez-de-chaussée du bâtiment des séchoirs était vide et dépourvu de tout stockage de sac de poussières.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Gestion de la prévention des risques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/01/2010, article 4.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Limitation des nuisances</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant conçoit ses installations et organise leur fonctionnement et leur entretien selon des règles destinées à prévenir les incidents et les accidents susceptibles d'avoir, par leur développement, des conséquences dommageables pour l'environnement et les personnes.</p>
<p>Constats :</p> <p>Suite aux nuisances signalées en septembre et octobre lors de la campagne de séchage, l'Inspection a demandé à l'exploitant les dispositions prévues pour éviter de nouvelles nuisances lors de la prochaine campagne.</p> <p>L'exploitant a indiqué qu'il a d'ores et déjà identifié plusieurs dispositions à mettre en place pour limiter l'envol des poussières. Un chiffrage des éventuels travaux et la possibilité technique de leur réalisation sont en cours d'étude.</p> <p>L'exploitant a indiqué qu'un plan d'actions comprenant les options retenues sera transmis à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Suite 24102025-2: L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées le plan d'action</p>

des dispositions qu'il prévoit mettre en œuvre pour réduire les émissions de poussières pendant les campagnes de séchage. Ce plan d'actions comprendra la description des éventuels travaux nécessaires, et le cas échéant, un échéancier de réalisation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois